


<b>REPUBLIQUE FRANCAISE</b>	<b>dossier n° DP04629623X0011</b>
<p data-bbox="172 215 721 282"><b>Commune de SAINT-VINCENT-RIVE-D'OLT</b></p> 	<p data-bbox="766 179 1072 206">Date de dépôt : 13/06/2023</p> <p data-bbox="766 215 1430 241">Date d'affichage en Mairie de l'avis de dépôt : 13/06/2023</p> <p data-bbox="766 277 1334 340"><b>Demandeur : PHOTOCLIMAT représentée par : Monsieur RAHMOUNI Hossem.</b></p> <p data-bbox="766 349 1442 412"><b>Pour : Installation de 16 panneaux photovoltaïques, puissance 6KWC, superficie 26,4 m².</b></p> <p data-bbox="766 421 1442 483"><b>Adresse terrain : 456 CHEMIN COSTE LOURDAS MALABOUYSSE 46140 SAINT-VINCENT-RIVE-D OLT</b></p>

**ARRÊTÉ**  
**de non-opposition à une déclaration préalable**  
**au nom de la commune de SAINT-VINCENT-RIVE-D'OLT**

**Le Maire de SAINT-VINCENT-RIVE-D'OLT,**

Vu la déclaration préalable présentée le 13/06/2023 par : PHOTOCLIMAT, représentée par : Monsieur RAHMOUNI Hossem, demeurant : 16 Avenue du Valquiou 93290 Tremblay-en-France ;

Vu l'objet de la déclaration pour : l'installation de 16 panneaux photovoltaïques, puissance 6KWC, superficie 26,4 m², sur un terrain situé : 456 CHEMIN COSTE LOURDAS MALABOUYSSE 46140 SAINT-VINCENT-RIVE-D OLT ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé par délibération du Conseil municipal du 05 février 2013 ;

Vu la zone Ub du document d'urbanisme en vigueur ;

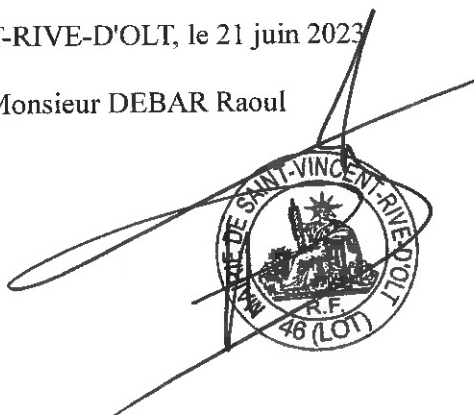
**ARRÊTE**

**ARTICLE UNIQUE**

**Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable DP04629623X0011.**

SAINT-VINCENT-RIVE-D'OLT, le 21 juin 2023

Le Maire, Monsieur DEBAR Raoul



*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Durée de validité de l'autorisation :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme et en application du décret n°2016-6 du 5 Janvier 2016 relatif à la durée de validité des autorisations d'urbanisme et portant diverses dispositions relatives à l'application du droit des sols et à la fiscalité associée, la durée de validité de l'autorisation d'urbanisme est de trois ans. Passé ce délai, le bénéficiaire devra adresser une nouvelle demande à la Mairie. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

En cas de recours le délai de validité de l'autorisation est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une année sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires de l'autorisation au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.